

[Texte]

respect to Indians and Indian lands under the Constitution. We do not want the degree of fiscal responsibility for Indians transferred to the provinces. So there is a combination of areas that have to be seriously looked at with respect to arriving at a formula, but certainly we also must address a base level funding formula, a funding arrangement within each of those formulas so that the bands can start April 1 with some guaranteed level of funding. Right now, every April 1 there is not one chief who knows what level of funding he is going to get. Never mind April 1. I do not know if you are aware of it, but some of the bands must have raised it with you. Our fiscal year is probably six years out of the year, compared to your 13 and 15 month years, fiscal years.

• 1810

Now, we have to be prepared to spend some money to develop the kind of funding formulas that will properly finance Indian government. That has to be done. I just cannot see us getting around that... and that will also apply to your question on the equalization payments.

Ms Jamieson: I am glad you raised that.

I am only going to ask one more question, Mr. Chairman, because for obvious reasons I would like my colleagues to have full opportunity to question.

I would like to give you, both of you or either of you, an opportunity to answer a couple of things that I hear constantly out and around and I am sure you hear. For the record, and for educational purposes as well, I would like you to answer these two things for me, if you would.

One is that whenever Indian nations or First Nations talk about moving in the direction of the brief presented here today, I hear two things. One, it sure is going to cost a lot of money. I wonder if it is going to cost Canada any more than it spends now; but you can speak to that. Certainly all these agencies are going to cost Canadian taxpayers a whole lot of money. The other thing I hear and I am sure you hear is, boy, if we are going to enter into all those agreements with all those First Nations, it is going to be very difficult; it is going to be unmanageable.

Those are two things I wonder if either of you or both of you would speak to, for the purposes of the record if not for anything else.

Chief Ahenakew: I guess a lot of money is being spent in the Indian communities that is destructive—destructive in the sense that the leaders and their people have no control whatsoever over the money. I think I have said this before, that any time they choose a developmental approach—not only economics—social, spiritual, cultural, and everything else... no, you cannot do that; you must spend your money this way.

[Traduction]

vraiment à préciser les obligations fiscales que le gouvernement fédéral doit assumer à l'égard des Indiens et de leurs terres, aux termes de la Constitution. Nous ne voulons pas que ces responsabilités fiscales à l'endroit des Indiens soient cédées aux provinces. Il faut donc étudier attentivement certaines questions afin d'en arriver à une formule acceptable, mais nous devons également envisager une formule de financement de base, c'est-à-dire un arrangement s'intégrant bien aux autres formules et permettant aux bandes de compter sur un niveau garanti de financement à partir du 1^{er} avril. Or, à l'heure actuelle, à chaque 1^{er} avril, aucun chef ne sait quel niveau de financement on lui accordera. De toute façon, oubliez cette date du 1^{er} avril. J'ignore si vous êtes au courant, mais certaines des bandes ont dû certainement soulever la question à savoir que notre année financière s'échelonne probablement sur six mois de l'année, par opposition à vos exercices financiers de 13 et 15 mois.

Il faut que nous soyons en mesure de dépenser de l'argent pour mettre au point le type de formule de financement qui permettra de financer les gouvernements indiens de manière appropriée. Cela s'impose. Je ne vois pas comment on pourra l'éviter... et cela s'applique aussi à votre question sur les paiements de péréquation.

Mme Jamieson: Je suis heureuse que vous ayez soulevé cette question.

Je voudrais poser une seule autre question, monsieur le président, parce que j'aimerais, bien sûr, que mes collègues aient tout le temps voulu pour poser les leurs.

J'aimerais vous donner, à l'un ou l'autre ou aux deux, l'occasion de répondre à deux objections que j'entends constamment et que vous entendez aussi, j'en suis sûre. Pour le procès-verbal, et à des fins d'information aussi, j'aimerais que vous répondiez à ces deux questions, si vous le voulez bien.

Quand les nations indiennes ou les premières nations parlent d'avancer dans le sens du mémoire qui nous a été présenté ici aujourd'hui, on entend toujours dire deux choses. Premièrement, cela va coûter très cher. Je me demande vraiment si le Canada aurait à dépenser plus qu'il ne dépense maintenant; mais vous pouvez nous faire part de votre avis là-dessus. Il est sûr que tous ces organismes vont coûter très cher aux contribuables canadiens. L'autre chose qu'on entend dire, et que vous entendez sûrement aussi, c'est que si on conclut toutes ces ententes avec les premières nations, cela va causer de grandes difficultés; ces ententes seront impossibles à administrer.

Voilà les deux sujets sur lesquels j'aimerais entendre vos commentaires, soit l'un, soit l'autre, ou les deux, pour que ce soit consigné au procès-verbal, si ce n'est pour d'autres raisons.

Le chef Ahenakew: Je crois que l'on dépense beaucoup d'argent dans les communautés indiennes de manière destructive... destructive en ce sens que les chefs et leur peuple n'ont aucun contrôle sur ces fonds. Je crois que je me répète, mais quand les Indiens choisissent de favoriser le développement général, et non seulement économique, mais social, spirituel, culturel, et ainsi de suite, on les empêche de le faire; on leur dit